



Médias et pandémie : Oser poser les bonnes questions

Déjà indispensable en temps habituel, le besoin d'une information pluraliste, sérieuse, vérifiée, mise en contexte et objet d'une distance critique n'en est que plus frappant en période de pandémie. A la fois pour éclairer les citoyens sur les réalités de la crise mais aussi, quand cela est nécessaire, afin de mettre en lumière les dérives de la communication officielle, trop souvent érigée en vérité.

Plus que jamais, les journalistes doivent « porter la plume dans la plaie » et poser les questions qui fâchent. Elles sont nombreuses : grand flou de la stratégie gouvernementale pour endiguer l'épidémie, messages contradictoires et donc incompréhensibles sur la sortie du confinement, responsabilités de l'exécutif sur les retards de décisions face à la progression de la maladie, raisons du manque de matériel de soin et de protection, conséquences dramatiques des politiques d'austérité sur l'état de l'hôpital public...

Les communicants officiels ont leurs éléments de langage, dont certains ne font qu'alimenter une mauvaise ou incomplète information, voire la désinformation. A l'inverse, les journalistes doivent avoir, au sein de leurs rédactions, la liberté de hiérarchiser le flot des informations, de mettre en perspective les faits, de les vérifier face aux « fake news »... Ce sont quelques unes de leurs principales missions et leur apport au débat démocratique.

Ce qui suppose, par exemple, de s'interroger sur les discours surannés des fameux experts autoproclamés et éditorialistes multicartes et omniprésents. Ces derniers ont dit tout et son contraire sur le service public, la loi retraite, l'Europe ultra-libérale, la crise de 2008... Et ils continuent en ces temps de crise sanitaire, sociale et économique du Covid-19. Et, comme à l'habitude, les deux tiers des experts invités dans les médias audiovisuels sont des hommes, les incitations du CSA à la mixité n'ayant que peu d'effet.

Les mêmes qui fustigeaient hier les syndicats et les manifestants, le poids du code du travail, les « nantis » de la SNCF, approuvaient les saillies présidentielles sur le « pognon de dingue » dépensé dans les services publics et les aides aux plus pauvres, continuent à donner de la voix pour exhorter, notamment, à la reprise du travail. Des éditocrates qui n'hésitent pas à embrayer sur le discours du Medef, qui appelle à « mettre les bouchées doubles », augmenter le temps de travail, renoncer aux congés...

Cela ne date pas d'hier : une poignée de milliardaires a fait main basse sur l'immense majorité des médias de ce pays, mettant en cause leur pluralité. Déjà fragiles, les médias indépendants des

puissances de l'argent se retrouvent, dans la situation actuelle, face au danger d'une disparition pure et simple. C'est bien eux qu'il faut aider et non les grands groupes financiers et industriels qui s'achètent une influence en possédant des médias.

Sur Radio France, l'avocat François Sureau s'est à juste titre interrogé sur les menaces qui pèsent sur la liberté de la presse depuis le début du confinement. Il a ainsi pris le contre-pied d'un journaliste pour qui le rôle de la presse est de rassurer les citoyens dans ces temps de crise : « Nous n'avons pas besoin d'être rassurés, mais nous avons besoin que le gouvernement se voit poser des questions afin que nous puissions juger nous-mêmes, en tant que citoyens, de la validité des réponses... Tant qu'on entendra un journaliste dire "On a besoin de vous rassurer", je ne se serai pas confiant... »

Au gré des lectures et des informations recueillies par le SNJ-CGT, voici quelques faits qui ont retenu notre attention. La liste est bien entendu très loin d'être exhaustive.

Compassion ou remise en cause du système ?

Les grands médias, qui n'avaient eu que peu d'intérêt pour les grèves d'avant la pandémie contre les réductions du budget de la santé, adoptent aujourd'hui un langage compassionnel sur la fatigue des soignants, sans apporter d'analyse de fond sur leurs causes. Le journaliste à *Télérama* Samuel Gontier, évoquant le traitement de ce dossier dans un JT de France 2, note que le sujet ne reprend pas « les messages [sur les réseaux sociaux] illustrant le dénuement des soignants, comme cette vidéo où des infirmières de l'hôpital de la Timone, à Marseille, montrent des sur-blouses en loques. Vidéo qui a valu à ses auteures d'être convoquées par leur direction, comme à cette infirmière qui osait réclamer des masques ».

Où sont les femmes dans les médias ?

C'est la question que pose Gaëlle P., professeure-chercheuse en linguistique et discours médiatiques, sur son blog de Mediapart ([lire ici](#)) : « Depuis plusieurs semaines, et ce aussi bien dans le choix de ses communicants que de son style discursif, le gouvernement renvoie une image masculine de la crise. Au risque d'effacer le rôle et la parole des femmes. (...) Mais cette invisibilité, ce silence des femmes sont-ils les seuls faits de la communication du gouvernement ? » Poser la question, c'est y répondre : en cette période, les médias ne font pas mieux que d'habitude. Les experts sont quasiment toujours des hommes, les femmes sont plus souvent victimes (des violences conjugales par exemple) que sujets de la lutte contre pandémie. Et le féminicide est toujours aussi souvent converti en « drame familial ».

Si tout le monde convient que les femmes sont majoritaires aux avant-postes de la lutte contre le coronavirus, du ravitaillement de la population, le nettoyage des locaux et les soins aux plus fragiles, cela ne saute pas aux yeux dans les journaux écrits ou audiovisuels. D'ailleurs, rares sont ceux qui ont enquêté auprès des salarié-e-s du nettoyage, des femmes essentiellement, qui traquent inlassablement les traces éventuelles du virus dans les hôpitaux, les entreprises ou les transports en commun.

Les banlieues et la crise

Acrimed épingle *Le Parisien* : « Le 19 mars, un premier article donne le ton : "Coronavirus en Seine-Saint-Denis : un nombre record d'amendes, police et justice durcissent le ton" ». Acrimed note que cet article est univoque, uniquement abreuvé aux sources policières ([lire ici](#)). Il serait

cependant injuste de décerner au *Parisien* seul la palme de la stigmatisation des banlieues. Pour preuve, ces quelques titres : « Linda Kebbab [déléguée nationale d'Unité SGP Police-FO] : "Le difficile confinement des territoires perdus de la République" » (entretien Figaro Vox, 19 mars) ; « Coronavirus : le confinement en banlieue, à l'épreuve de la violence et des trafics » (Europe 1, 23 mars) ; « "Allah a plus de poids que nous" : le confinement révèle les territoires perdus de la République » (Valeurs actuelles, 21 mars)...

La « maltraitance des postiers »

De son côté, la CGT FAPT dénonce dans un communiqué « la maltraitance des postiers » dans les médias ([lire ici](#)), rappelant les propos outranciers de Damien Abad, président du groupe LR à l'Assemblée Nationale, le 5 avril sur France Info : « Si un livreur de pizza peut livrer une pizza, un facteur est bien capable de mettre des lettres dans une boîte... » « Cette réflexion reflète bien le mépris et révèle toute la méconnaissance de nos dirigeants sur le travail des postiers dans ce pays », dénonce la CGT FAPT, qui ajoute : « Nos dirigeants et les médias s'offusquent-ils avec la même force en ce qui concerne les fermetures de bureaux de Poste de plein exercice, les réductions d'horaires et les suppressions massives d'emplois qui s'opèrent depuis de nombreuses années sur notre territoire ? »

Le Medef à l'offensive

La majorité des chaînes de télévision et de radio ont repris sans distanciation, à la veille du discours présidentiel du 13 avril, les appels du Medef à « mettre les bouchées doubles ». Sur BFMTV, le patron du Medef lance le « débat » sur un ton martial : « Il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire ». Dans la même veine, France Info relaie sans contradicteur les propos de la secrétaire d'Etat à l'Economie, Agnès Pannier-Runacher, qui prévient qu'« il faudra probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant » pour « rattraper ». « L'enjeu est de reprendre le travail plein pot », insiste-t-elle. En sacrifiant jours fériés, congés et RTT... Les médias audiovisuels ont été moins prompts et moins généreux sur la place à accorder au rétro-pédalage du patron du Medef !

La voix aux auditeurs... mais pas trop

Les voix discordantes ont souvent du mal à se faire une petite place. En témoigne notamment l'intervention en direct de cet auditeur sur France Inter le 27 mars, qui tente cette analyse : « Moi, je ne supporte pas les discours martiaux de monsieur Macron. C'est pas la guerre, c'est une crise sanitaire comme vous l'avez dit. [...] À moins qu'il considère que c'est la guerre, et que les salariés sont de la chair à canon, puisqu'il veut les faire travailler jusqu'à 60 heures par semaine, sans moyens de protection, et au moins jusqu'à la fin de l'année ! Et moi j'ai l'impression que le gouvernement est plus préoccupé de sauver les marchés financiers que la population... » Recadré par le journaliste Ali Baddou d'un « C'est votre point de vue Marc ! », l'auditeur pourra encore aligner quelques mots, avant de se voir couper définitivement la parole. La séquence est reproduite en intégralité et analysée sur le site d'Acrimed ([lire ici](#)).

Coronavirus ? Connais pas...

Certains médias, en particulier dans la presse magazine « récréative » ont, eux, fait le choix de taire la crise. Ils vont même jusqu'à interdire aux journalistes des sites web d'utiliser les termes « Covid »

ou « Coronavirus », histoire certainement de limiter la fuite des annonceurs publicitaires... D'ailleurs, alors que l'explosion du nombre de victimes du Covid-19 fait la une des médias et que le confinement creuse les inégalités sociales, le site de *Femme Actuelle* soulève une question vitale : « Les conversations virtuelles via les applications sont des moyens de garder du lien avec nos proches, notre famille, nos amis. Qu'elles se fassent sur ordinateur, tablette ou smartphone, ces appels vidéo peuvent parfois faire défaut. Voici trois erreurs à ne pas faire et qui enlaidissent lors d'une conversation vidéo. » Sans commentaire.

Mais rien n'est perdu...

Mais rien n'est perdu, puisque la période est également propice à des reportages, enquêtes et décryptages salutaires. Quelques exemples, parmi une liste beaucoup plus longue : « Médicaments : pourquoi il faut relocaliser la production » (l'Humanité, 16 avril) ; « Politique : l'union nationale jusqu'où ? » (La Croix, 16 avril) ; « "Tester, tracer, isoler" : la légèreté du scénario de sortie de crise en France » (Mediapart, 15 avril) ; « Nourrir le pays la peur au ventre, le quotidien des ouvriers de l'agro-industrie » (Reporterre, 16 avril) ; « À Marseille, la maison de retraite chic où l'on meurt en nombre et en silence » (Marsactu, 16 avril)...

Montreuil, le 18 avril 2020